

Les usages des sites Web par les partis politiques camerounais

Sali Bouba Oumarou

Volume 39, Number 2, 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1070043ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1070043ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Oumarou, S. B. (2020). Les usages des sites Web par les partis politiques camerounais. *Politique et Sociétés*, 39(2), 159–173.

<https://doi.org/10.7202/1070043ar>

Article abstract

This research note aims to determine how Cameroonian political parties use Websites to promote citizens' political participation. Our analysis is based on the examination of the Websites of three Cameroonian political parties represented at the National Assembly: the People Democratic Movement (CPDM), the Cameroon Democratic Union (CDU), and the Cameroon Renaissance Movement (MRC). Through a comparative and functional study of these parties' Websites, we try to see how they exploit this virtual communication space to emulate the commitment and political participation of Cameroonian citizens.

NOTE DE RECHERCHE

Les usages des sites Web par les partis politiques camerounais

Sali Bouba Oumarou

Docteur en relations internationales, Université Abdelmalek Essaadi
sali.oumarou@gmail.com

RÉSUMÉ La présente note de recherche se propose de déterminer comment les partis politiques camerounais utilisent les sites Web afin de favoriser la participation politique des citoyens. Elle se fonde sur l'examen des sites Web de trois partis politiques camerounais représentés à l'Assemblée nationale: le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), l'Union démocratique du Cameroun (UDC) et le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC). Une étude comparative et fonctionnelle des sites de ces partis politiques est réalisée afin de voir comment ils exploitent cet espace virtuel de communication pour émuler l'engagement et la participation politique des citoyens camerounais.

MOTS CLÉS Internet, site Web, partis politiques, participation, démocratie.

ABSTRACT This research note aims to determine how Cameroonian political parties use Websites to promote citizens' political participation. Our analysis is based on the examination of the Websites of three Cameroonian political parties represented at the National Assembly: the People Democratic Movement (CPDM), the Cameroon Democratic Union (CDU), and the Cameroon Renaissance Movement (MRC). Through a comparative and functional study of these parties' Websites, we try to see how they exploit this virtual communication space to emulate the commitment and political participation of Cameroonian citizens.

KEYWORDS Internet, Website, political parties, participation, democracy.

L'engouement des partis politiques pour l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) est un phénomène peu étonnant. Parce qu'ils sont des « machines à communiquer » (Gerstlé, 1992), les partis politiques trouvent dans ces technologies un moyen d'élargir « l'éventail de leurs outils institutionnels de diffusion » (Greffet, 2001)¹. Ils trouvent, plus précisément dans les sites Web, des outils flexibles, rapides et originaux leur assurant une visibilité formelle qui déborde le cadre précis des espaces territoriaux où ils disposent d'une légitimité et d'une légalité incontestables. L'utilisation des nouvelles techniques de communication et d'information par les organisations partisanes irait donc de pair avec l'émergence de nouvelles formes de pratiques démocratiques pouvant favoriser la participation politique des citoyens (Norris, 2001).

En Afrique aujourd'hui, plus encore en Occident, les sites Web des organisations partisanes ont fait une entrée remarquée dans le panel des pratiques d'émulation de l'engagement politique des citoyens. En 2008, aux États-Unis, près de 46 % de citoyens, électeurs ou potentiels électeurs, ont eu recours à Internet pour obtenir de l'information politique (Smith et Rainie, 2008). Au cours de la même année, au Québec, on relevait qu'approximativement 41,1 % de Québécois en âge de voter avaient consulté des sites gouvernementaux lors de la période électorale (Bastien et Greffet, 2009a). En Afrique du Sud, une enquête portant sur une population de 200 individus et sur les élections générales de 2014 démontrait que près de 63 % des enquêtés ont été influencés dans leur choix politique par les informations politiques qui circulent dans les médias sociaux (Yolisa et Osunkunle, 2017 : 156). À travers ces exemples, on rejoint cette réalité qui amène certains auteurs à défendre dans leurs travaux que le Web en général, et les sites des organisations partisanes en particulier, favorisent ou facilitent la mobilisation politique. Thierry Vedel (2003) pense ainsi que l'environnement en ligne a le potentiel de réduire les écarts de mobilisation et de faciliter la communication horizontale entre gouvernants et gouvernés. En investissant Internet et en s'appropriant ses possibilités, les partis politiques peuvent réussir à revaloriser leur image. Ils peuvent également réussir à capter un électorat de plus en plus disparate, ondoyant et divers. Par ailleurs, ils sont susceptibles de revitaliser un débat politique souvent verrouillé ou formaté en élargissant l'éventail des formes de participation par lesquelles les citoyens expriment leurs préférences et leurs convictions (Xenos et Moy, 2007) aux décideurs politiques. Les sites

1. Bien évidemment, il s'agit des organisations partisanes reconnues comme telles par les normes et qui organisent la vie politique interne des États.

Web des organisations partisans ouvrirait donc de nouvelles voies de communication (Teorell *et al.*, 2007) émulant la participation politique et réduisant la portée de la communication politique unidirectionnelle réalisée très souvent par l'intermédiaire des mass médias traditionnels.

Ces dernières années, les partis politiques camerounais se sont activement investis dans l'espace public fourni par les technologies de l'information et de la communication (TIC) afin de créer de nouveaux canaux d'information, de consultation et de participation pour les citoyens. Phénomène difficilement identifiable dans le temps, mais dont les crêtes ne sauraient être en deçà de l'année 1997 où le réseau Internet a été implanté au Cameroun (Tamokwe Piaptie, 2013), il constitue toutefois un prolongement logique des formes traditionnelles de communication politique qui ont connu un essor dans les années 1990 à la faveur de la réinstauration de l'expérience du multipartisme, venu supplémer l'ère du monopartisme (Abe, 2006). Si ce qu'il convient d'appeler la deuxième libéralisation du champ politique camerounais, moment de « rupture paradigmatique » de la vie politique camerounaise » (Sindjoun, 1997), a modifié en profondeur le champ de la compétition électorale du pays et partant de la communication politique, en permettant un foisonnement à la fois des partis politiques et des élections – moments de déploiement à outrance de la parole politique –, les canaux offerts par les TIC sont venus ajouter un mode inédit d'exportations de la politique des partis politiques vers les citoyens. Ce serait un truisme de dire que jamais auparavant, que ce soit au moment de l'accession à l'indépendance avec un régime pluri-partisan ou lors de la période du monopartisme qui a suivi (Abe, 2006), ou même au lendemain de la deuxième libération du champ politique camerounais, les citoyens camerounais n'avaient été confrontés à cette forme particulière de communication politique. Désormais, dans leurs rapports à la politique, les citoyens camerounais ne sont plus cantonnés aux seuls discours partisans transmis par les supports traditionnels matériels ou immatériels de communication politique, tels que la presse partisane ou non, la télévision, les tracts, les réunions publiques, les contacts interpersonnels ou encore la rumeur. Ils doivent composer également, tout au moins depuis les élections présidentielles de 2011, avec les sites Web des partis politiques qui pourraient subsumer une nouvelle rupture paradigmatique de la vie politique camerounaise susceptible de mettre à mal la balkanisation ethnique et régionale de la participation politique.

Ce phénomène récent qui s'inscrit dans le prolongement de l'investissement des partis politiques en général dans les nouveaux médias, et l'engouement apparent dont bénéficient les nouvelles technologies, suscitent des interrogations légitimes sur la manière dont les partis camerounais investissent le réseau Internet pour favoriser la participation politique. Bien que plusieurs recherches sur l'usage politique des sites Web aient déjà été

menées, il s'est avéré que cette question n'a pas encore suscité d'intérêt dans le contexte camerounais. Or, certains partis politiques camerounais ont une présence effective sur l'environnement en ligne. C'est cet écart que vise à combler cette note de recherche en portant un regard sur la manière dont les partis camerounais représentés à l'Assemblée nationale dans l'actuelle législature utilisent les sites pour favoriser la participation politique. La question centrale qui structure cette étude est donc : Quelles fonctionnalités des sites Web les partis politiques camerounais mettent-ils en avant pour émuler la participation politique des citoyens ?

Considérée comme le « poumon de la démocratie » (Martin, 2013), la participation politique est par nature un concept multidimensionnel. Il n'est donc pas toujours évident de cerner avec précision son contenu. Au fil des réflexions menées sur le concept de participation politique, le constat de son élargissement continu permettant d'y associer des activités variées (Van Deth, 2001; Wojcik, 2013; Koç-Michalska *et al.*, 2015) ne souffre d'aucune contestation, ce qui autorise une relecture constante du concept de participation politique. Laurence Monnoyer-Smith (2011), en se focalisant sur les travaux issus de la sphère des *cultural studies*, propose une acception élargie de la participation affranchie du champ du militantisme, du champ de la participation politique traditionnelle (essentiellement électorale). Elle envisage la participation comme une composante essentielle de toute forme de médiation dans la société numérique. Autrement dit, la participation politique ne se limiterait pas aux seules activités politiques traditionnelles comme le vote; elle inclurait désormais les diverses formes d'information, d'interaction et de mobilisation orientées vers un sujet ou un objet politique. Il en découle qu'elle est susceptible d'englober, comme le suggère Philippe Braud (2008), toutes les activités, individuelles ou collectives, susceptibles d'accorder aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique. Une étude comme la nôtre s'accommoderait d'une telle acception élargie de la participation politique qui est davantage précisée dans la définition proposée par Gianfranco Pasquino (1995); celui-ci considère, en effet, que la participation politique recouvre un ensemble d'attitudes et de comportements destinés à influencer, d'une manière plus ou moins directe et plus ou moins légitime, les décisions des détenteurs du pouvoir à l'intérieur du système politique, dans chacun des organismes politiques, afin de conserver ou de modifier la structure du système d'intérêt dominant. Ainsi entendu, on comprend aisément que la participation politique refaçonnée par les NTIC peut recouvrir au moins les trois dimensions de la grille d'analyse mobilisée par cette étude, à savoir : les dimensions informatives, interactives et mobilisatrices.

Il est à préciser que la contribution de la présente note de recherche consiste à offrir un panorama de l'usage politique des sites Web par les partis politiques camerounais. Fondamentalement, il s'agit, au regard des études pertinentes effectuées sur la question dans d'autres contextes, à l'instar de

ceux de Frédérick Bastien et Fabienne Greffet (2009a; 2009b), d'investiguer la part d'originalité de la présence des partis camerounais vis-à-vis de la quête d'une émulation de la participation politique. Nous serons, ce faisant, amené à nous appuyer sur ce qui a été dit sur la question, mais en y ajoutant certains éléments offerts par nos propres observations.

Précisons à ce propos que cette note de recherche s'appuie sur les observations journalières, d'une durée moyenne de une heure², du contenu des sites Web du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), de l'Union démocratique du Cameroun (UDC), et du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC)³. Ce choix, qui peut paraître restreint vu le nombre des partis politiques camerounais estimé à près de 300, s'est imposé du fait que, sur les sept partis politiques représentés à l'Assemblée nationale dans l'actuelle législature, seuls ces trois partis disposent d'un site Web plus ou moins mis à jour.

Nombre de députés des partis politiques camerounais⁴ représentés à l'Assemblée nationale

| RDPC | SDF | UPC | UNDP | UDC | MDR | MRC |
|-------------|------------|-----------|-----------|-----------|----------|----------|
| 148 députés | 18 députés | 3 députés | 5 députés | 4 députés | 1 député | 1 député |

Source : Site Web de l'Assemblée nationale du Cameroun.

Nos recherches en ligne sur l'existence des sites Web des autres partis représentés à l'Assemblée nationale à l'aide des moteurs de recherche, et la consultation de personnes-ressources n'ont pas permis de trouver des environnements dédiés à ces organisations partisanes. Dès lors, nous avons

2. Observations réalisées du 14 au 17 juillet 2016, et du 8 au 13 janvier 2018. Ces observations en ligne ont été complétées par des observations hors ligne des captures d'écran des items des différentes catégories (information, interactivité, mobilisation) observées sur les différents sites Web étudiés.

3. Partis politiques étudiés:

| | |
|---|------------------------------|
| Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC). Union nationale 1 ^{er} septembre 1966 (changement de dénomination UNC en RDPC le 25 mars 1985): (http://www.rdpcpdm.cm/) Union démocratique du Cameroun (UDC) | Président: Paul Biya |
| Décision n° 0133/D/MINAT du 26/04/1991: (http://www.udc-party.com/) | Président: Adamou Ndam Njoya |
| Mouvement pour la renaissance du Cameroun fondé en 2012: (https://www.mrcparty.org/) | Président: Maurice Kamto |

4. RDPC: Rassemblement démocratique du peuple camerounais; SDF: Social Democratic Front; UPC: Union des populations du Cameroun; UNDP: Union nationale pour la démocratie et le progrès; UDC: Union démocratique du Cameroun; MDR: Mouvement pour la défense de la République; MRC: Mouvement pour la renaissance du Cameroun. Voir (<http://www.assnat.cm/index.php/fr/>), consulté le 12 juillet 2016.

focalisé notre attention sur les trois partis susmentionnés. Par ailleurs, il y a lieu de souligner que l'espacement dans le temps des périodes d'observations – qui n'ont aucune signification particulière, hormis le fait qu'elles se situent en période hors campagnes – a été imposé par les ajustements nécessaires après évaluation de la première version de cette étude ; le risque bien évidemment était de constater des changements importants dans l'intervalle séparant les deux périodes d'observations. Cependant, il n'a pas été possible de percevoir de différences fondamentales entre les première et seconde séries d'observations. Hormis le traitement de l'actualité du jour et des activités des partis politiques, aucune différence majeure n'a été remarquée. En conséquence, aucune distinction relative à la collecte de 2016 ou de 2018 ne sera apportée dans l'interprétation des résultats, les constats et les conclusions soumis ici s'appliquant aux deux périodes d'observations.

Nos observations se sont prioritairement concentrées sur la recension de la présence ou non, sur les sites Web des partis politiques étudiés, des fonctionnalités d'information, d'interactivité et de mobilisation dématérialisée diverses. Nous reprenons ainsi, en général, les catégories adoptées par Bastien et Greffet (2009a; 2009 b). Précisons que ces trois catégories sont mobilisées par ces auteurs dans leurs études comparatives sur les campagnes électorales sur Internet en France et au Québec. Ils s'attachent à quantifier les dimensions informationnelles, interactives et de mobilisation des « nets campagnes » en France et au Québec. La première dimension est constituée dans leur analyse de 29 éléments de contenu, dans lesquels on retrouve des items d'information traditionnelle des partis politiques (historique, structure, statuts, organisation, etc.). La deuxième dimension est constituée de 15 éléments de contenus dans lesquels on retrouve ceux qui touchent la communication horizontale (forum, abonnement, etc.). La troisième dimension, en fin de compte, est constituée de huit éléments parmi lesquels on retrouve les items permettant l'engagement dans la vie du parti (adhésion, don, contribution, etc.). Pour chacune de ces dimensions, les auteurs attribuent une valeur allant de 0 à 3, 0 marquant l'absence ou le faible développement de l'élément recherché, et 3 témoignant d'un degré de développement considérable de l'élément observé. Bien que cette approche quantitative ait le mérite de situer les observations des deux auteurs, nous nous démarquons de leur approche par le fait que nous ne nous intéressons pas à une évaluation quantitative des items recensés par ces derniers pour chacune des trois dimensions identifiées. Nous nous limitons à la simple observation de la présence, ou non, sur les sites Web identifiés des items des dimensions de diffusion d'information, d'interactivité et de mobilisation, tels que recensés lors de l'analyse.

Construite en deux temps, cette note de recherche permet de constater que la quête de la participation politique des citoyens est centrée sur la mise à la disposition d'informations politiques diverses et la reconstruction de

l'information politique dans le but d'accroître le rapport du citoyen à la politique. Elle permet également de relever que les partis étudiés n'accordent pas une place importante à l'approche citoyenne des sites Web qui reposent sur les fonctions d'interactivité et de mobilisation.

Des sites Web centrés sur l'information et la (re)construction de l'information politique

La question de l'information dans le processus de participation politique fait l'objet d'une attention particulière des organisations partisans. La diffusion de l'information politique est un moyen parmi d'autres auquel recourent les partis politiques afin de construire ou de conforter l'identité de leur institution (Kemayou, 2012). Elle représente également un moyen d'accroître la participation politique des citoyens (Milner, 2002; Lupia et Philpot, 2005; McDonald, 2008) dans la mesure où il est possible d'admettre que la mise à la disposition ou l'amplification du flux d'information politique concourt à la construction de la culture politique (Conway, 2000). Or, comme toute forme de culture, la culture politique est une acquisition, une réinterprétation par l'individu du flux d'informations mises à sa disposition. Dès lors qu'une telle réalité est admise, il n'est pas surprenant de constater que pour émuler la participation politique, les sites Web des partis politiques camerounais étudiés sont centrés, d'une part, sur le relais de l'information politique traditionnelle, bâtie initialement sur d'autres supports, et, d'autre part, sur la reconstruction de l'information politique du jour.

Les sites Web des partis politiques camerounais, un relais de l'information politique traditionnelle

Les partis politiques camerounais dans leurs stratégies d'émulation de la participation politique, à travers leur site Web, ne renouvellent pas en profondeur les messages politiques présents sur les supports traditionnels de communication politique. Ils procèdent, la plupart du temps, à la migration sur leur site du contenu hors ligne disponible sur d'autres supports physiques, ce qui permet, néanmoins, le renouvellement des moyens de circulation de l'information politique. Autrement dit, en concordance avec les conclusions de certains travaux antérieurs (McKeown et Plowman, 1999; Gulati et Williams, 2007) réalisés dans d'autres contextes, une part importante de l'information présente sur les sites Web des organisations partisans étudiées n'est pas toujours propre à l'environnement en ligne. Ces informations classiques, présentes le plus souvent sur des supports physiques de communication politique, sont relatives à l'identité et aux éléments d'identification propres à chaque parti. Cette réalité est particulièrement visible sur le site du RDPC qui met en avant, sur sa page d'entrée combinée à la page

d'accueil (Bonhomme et Stalder, 2006), différents types d'information traditionnelle. Il véhicule sous la rubrique « Notre parti » de l'information concernant les valeurs du parti, son organisation/structuration, ainsi que les grands repères historiques de la vie du parti. Il propose également l'accès à de l'information sur les idées du parti sous la rubrique « Nos idées », où l'on pourrait avoir les textes structurants l'organisation du parti (statuts, règlements intérieurs du parti et de sa charte). Ces informations traditionnelles proposées par le site du RDPC sont également véhiculées sur les sites du MRC et de l'UDC. D'une part, le site du MRC permet l'accès, par le biais de sa page d'entrée-accueil, à de l'information traditionnelle relative à sa « Naissance ». Il est possible de trouver sous cette rubrique de l'information sur la feuille de route et sur la profession de foi du parti. À cela, s'ajoute l'information relative aux différents « organes » du parti et aux attributions du président, des vice-présidents, des différentes catégories de conseillers⁵ et du secrétariat national du parti, sous les rubriques « Organisation » et « Fonctionnement ». D'autre part, le site Web de l'UDC propose l'accès à de l'information « À propos » du parti, de ses « Valeurs », de sa « Structure » et de son « organisation ».

Ces différentes informations, proposées sur les pages d'entrée-accueil des sites Web des partis politiques étudiés, tendent toutes à construire un univers de référence, à nourrir la socialisation partisane, et concourent à la formation d'un esprit de parti (Krieg-Planque, 2013). Pour autant, si les différentes rubriques proposées tendent à favoriser la connaissance des fondamentaux des différents partis politiques et donc de la culture politique, il faut, pour atteindre ces objectifs, que les informations annoncées sur les différentes pages d'entrée-accueil de ces sites soient « réellement » disponibles. Or, ce n'est pas souvent le cas. Hormis le site du MRC où l'ensemble des informations annoncées sur la page d'entrée-accueil sont présentes, avec plus ou moins de consistance, les sites du RDPC et de l'UDC n'affichent aucun contenu sous certaines sous-rubriques devant fournir de l'information traditionnelle d'une importance singulière pour la connaissance de l'organisation partisane. Sur le site du RDPC, les absences remarquables sont liées à l'information sur le congrès du parti, ses règlements intérieurs et sa charte. Sur le site Internet de l'UDC, le constat d'un environnement en ligne inachevé ne laisse pas l'ombre d'un doute. Aucune information sur « notre parti », son « histoire » ou ses « dates clés » ne s'y trouve. Rien non plus sur les valeurs partagées et défendues par l'organisation partisane. Seuls quelques titres du journal physique du parti apparaissent sous la rubrique « Press in print » et de l'information sur les députés de l'UDC sous la rubrique « Organigramme/Structure ». Ce constat laisse bien évidemment perplexe

5. Il existe, selon le site Web du RMC, deux types de conseillers dans ce parti politique : « le conseiller spécial du président » et « les conseillers ».

dans la mesure où ces rubriques sont censées être pourvues d'une information traditionnelle consubstantielle à l'existence de ces partis politiques.

Quoi qu'il en soit, il est à noter que la carence de certains éléments d'information traditionnelle sur les sites Web du RDPC et de l'UDC est compensée par une amplification du flux d'informations tendant à promouvoir les activités politiques menées par les diverses institutions de ces partis. Que ce soit sur le site du RDPC, de l'UDC ou encore du MRC, on constate une diffusion à profusion de ce que Tamara A. Small (2010) nomme « le message du jour », sous forme de communiqués de presse, d'articles de presse ou de vidéos retraçant les actions et les activités menées par les diverses institutions du parti. Les rubriques « Actualités » partagées par les trois partis politiques permettent à ces organisations partisanes de diffuser ce type d'information. Ainsi, les sites Web des partis camerounais étudiés exposent les citoyens camerounais à une diversité d'information politique traditionnelle qui pourrait contribuer à la constitution du rapport du citoyen à la politique.

Des sites Web centrés sur la reconstruction de l'information politique

Au-delà de la diffusion d'une information politique traditionnelle sur leur environnement en ligne, les partis politiques camerounais étudiés procèdent également sur ces mêmes supports (sites Web) à une reconstruction de l'information politique susceptible de favoriser l'identification partisane. On observe en effet que les sites Web étudiés sont des véhicules de diffusion de la parole partisane sur les causes marquantes de l'actualité. Les trois partis ont, par exemple, eu à reconstruire ou à produire, selon leur position et leur idéologie, les informations liées à la transition politique pacifique au Nigeria (MRC), au problème du concours d'entrée au « prestigieux » Institut des relations internationales du Cameroun (MRC, UDC), aux informations diffusées sur la santé du président national du RDPC par le journal *Le Monde* (RDPC), à la fête du Travail du 1^{er} mai 2015 et à la fête nationale de l'Unité du Cameroun le 20 mai 2015 (MRC). Ils ont également eu à reconstruire au courant de l'année 2018 les informations relatives à la crise qui sévit dans les deux régions anglophones du pays.

Suggérant de façon implicite la position occupée par ces différents partis sur le champ politique camerounais, cette reconstruction de l'information est réalisée, la plupart du temps, par des « énoncés performatifs qui manifestent un discours d'action en prise sur les faits et les problèmes » (Bonhomme et Stalder, 2006). Les actes de langage – directifs « La paix par l'organisation d'élections transparentes, justes et crédibles : la leçon qui nous vient du Nigeria » (MRC) ou désapprobateurs « Législatives du 30 septembre 2013 : tableaux des analyses des PV à problèmes » (MRC) ; « Scandale à l'IRIC [Institut des relations internationales du Cameroun] : réaction du PN

[président national] » (UDC), « À propos des contre-vérités sur le Président Paul Biya » (RDPC) – répondent à une stratégie visant à susciter la sympathie et l'empathie des citoyens afin que ces derniers établissent une sorte de « proximité affective et intellectuelle » (*ibid.*) avec le parti qui reconstruit des informations qui les marquent. Du coup, la quête de la participation politique des citoyens se réalise au niveau virtuel de façon duale. D'une part, elle se réalise par la mise à la disposition des citoyens d'une masse considérable d'informations politiques traditionnelles et, d'autre part, elle emprunte les voies de la reconstruction ou du cadrage de l'information politique.

Des sites Web à la recherche d'une approche citoyenne

Selon Jacques Gerstlé (2010), l'approche citoyenne de l'usage des médias sociaux se confond à la perception délibérative de la communication politique qui marque un intérêt particulier sur la discussion, le débat et l'interlocution comme modes d'accès à une communication libre. Cette approche permettrait donc une interactivité entre les gouvernants et les gouvernés et favoriserait également la mobilisation politique concrète des citoyens. L'approche citoyenne de l'usage des sites Web pourrait alors signifier l'utilisation de ces moyens de communication dans le sens de favoriser la discussion, le débat, l'interaction et l'engagement politique des citoyens, toutes choses faisant partie intégrante de la participation politique.

De façon générale, la concrétisation de cette approche à travers les sites Web des partis politiques passe par la mise en place sur ces supports de communication des dispositifs pouvant rendre l'interactivité et la mobilisation politique effectives. Une observation des sites Web politiques camerounais laisse voir que l'interactivité et la mobilisation politique n'occupent pas une place centrale dans l'architecture générale de ces sites. Les dispositifs favorisant l'interactivité sont peu présents, de même que l'on constate une présence différenciée sur les divers sites étudiés de dispositifs devant susciter la mobilisation politique.

L'interactivité sur les sites Web des partis politiques camerounais

Il est évident que les citoyens dans les ordres politiques démocratiques ne sont plus seulement des acteurs passifs ou de simples consommateurs d'informations politiques. Ils sont également des acteurs au pouvoir de délibération des questions politiques. À ce titre, les environnements en ligne devraient s'ériger en espaces de délibération publique où les citoyens pourraient prendre la parole et interagir avec les institutions politiques sur des sujets ou des objets politiques. Les particularités techniques de l'Internet, notamment les modes d'interaction bidirectionnelle ou multidirectionnelle présents ou intégrables sur les sites Web, militent en faveur du renouvelle-

ment des possibilités d'échanges entre les institutions politiques et les citoyens, mais également entre les citoyens eux-mêmes, permettant ainsi la concrétisation d'une dimension élargie de la participation politique.

L'observation des sites Web du RDPC, du MRC et de l'UDC montre que les possibilités d'interaction entre les citoyens et les partis politiques se résument à deux dispositifs : le moyen du forum et celui du contact grâce à un formulaire, ou la mise à disposition d'information traditionnelle de contact (numéro de téléphone, télécopieur, boîte postale). Sur le site du RDPC, on constate ainsi l'existence d'un « forum des militants » qui présente une faible activité (deux messages postés sans réponse) et la mise à disposition d'information traditionnelle (numéro de téléphone, télécopieur, boîte postale) permettant d'entrer en contact avec le parti. En cela, le site du RDPC tend à vouloir assurer, malgré la faible activité du forum, une interactivité bidirectionnelle et multidirectionnelle avec les citoyens. Quant aux sites du MRC et l'UDC, on constate que l'interactivité est limitée à une dimension bidirectionnelle offerte par le dispositif « Contact » présent sur les sites de ces deux partis.

La structure de l'ensemble des sites Web étudiés n'intègre pas de dispositifs tels le clavardage et les enquêtes de type sondage susceptibles d'émuler la participation politique des citoyens en temps réel. Par ailleurs, il n'est pas possible, sur l'ensemble des sites étudiés, d'interagir avec une institution particulière ou de coproduire du contenu pour ces environnements politiques. Les dispositifs d'interactivité présents sur les sites Web des partis étudiés restent donc, pour ainsi dire, d'ordre général, voire banal.

Cette situation pourrait laisser supposer que les partis à l'étude hésitent à s'aventurer, par l'intermédiaire de leur site Web, sur le terrain de la dimension interactive de la participation politique. Craignant peut-être les conséquences d'une interactivité importante (Small, 2008 : 66), il semble qu'ils soient tentés de réduire au strict minimum les dispositifs permettant une telle activité politique.

La mobilisation politique sur les sites Web camerounais

Les études réalisées sur la possibilité de mobiliser les citoyens par les environnements en ligne (Stromer-Galley, 2008 : 849) montrent que cette dernière fonction, qui se réfère aux modalités utilisées par les organisations partisans pour susciter un engagement actif (Bastien et Greffet, 2009a : 211) sur les environnements en ligne ou hors ligne, tout comme l'interactivité, passent par la présence sur les sites Web partisans de dispositifs pouvant favoriser la mobilisation ou l'engagement politique de quelque manière que ce soit. Ces dispositifs se recoupent très souvent en deux catégories : ceux qui promeuvent la mobilisation politique en ligne et ceux qui la promeuvent hors ligne.

À l'observation, il est loisible de constater que les sites étudiés n'accordent pas le même intérêt aux fonctions de mobilisation active. Si le site de l'UDC ne propose aucune modalité de mobilisation, les sites du RDPC et du MRC quant à eux proposent des modalités plus ou moins effectives de mobilisation politique active. Le RDPC, à la sous-rubrique « J'adhère » – où il n'était pas possible de réaliser la moindre action pendant la période d'observation –, veut proposer un moyen d'adhésion au parti. À la sous-rubrique « Je donne », le parti voudrait permettre aux citoyens de se mobiliser financièrement en sa faveur, comme c'est le cas en Amérique du Nord et au Royaume-Uni, où cette fonction des sites Web des organisations partisans est fortement utilisée (Gibson et Ward, 2009 : 93). Mais le fait que ce dispositif ne soit pas fonctionnel sur le site du parti réduit la portée de cette forme de mobilisation politique. Ainsi, la mobilisation active à travers les sites Web de l'UDC et du RDPC occupe une place moins importante par rapport à la fonction d'information.

Contrairement aux sites Web du RDPC et de l'UDC, celui du MRC propose aux citoyens de s'engager activement en faveur des idéaux partagés et défendus par le parti. À la rubrique « Le militantisme », le MRC fournit de l'information sur les voies d'accès : celle du simple adhérent et celle du militant. Ce parti politique souligne ici la différence qu'il entend entre les deux formes de mobilisation en faveur du parti. Sous la rubrique « Abonnement », le site du MRC propose de façon effective de s'abonner au journal du parti et d'adhérer en qualité de militant au sein du parti. Ici, les citoyens sont appelés à utiliser l'environnement en ligne du parti pour marquer l'engagement politique en faveur de l'organisation. Enfin, sous la rubrique « Soutenir le MRC », les citoyens sont invités à se mobiliser financièrement, matériellement ou avec leurs compétences en faveur du parti. Les informations permettant de telles actions politiques sont fournies dans cette même rubrique. Ainsi, contrairement aux sites du RDPC et de l'UDC, les fonctions de mobilisation et d'engagement sont plus sollicitées et effectives sur le site du MRC. On peut supposer que la jeunesse de ce parti inciterait à miser sur l'environnement en ligne pour capter l'électorat.

Conclusion

L'appropriation par les partis politiques camerounais de l'environnement en ligne, et donc de leur entrée, aussi infime soit-elle, dans le troisième âge de la communication électorale auquel font allusion Jay G. Blumler et Dennis Kavanagh (1999), est un fait qui ne saurait être dénié ou récusé. C'est en substance l'un des enseignements de cette note de recherche qui s'est intéressée à la manière dont les partis camerounais représentés à l'Assemblée nationale entendent, à travers leurs sites Web, favoriser la participation politique des citoyens camerounais.

Ce point de départ de notre étude nous a permis de constater que les partis politiques camerounais, en particulier le RDPC, l'UDC et le MRC, tous représentés à l'Assemblée nationale, font usage des sites Web pour favoriser la participation des citoyens par l'intermédiaire de l'information, des échanges et de la mobilisation active par diverses modalités. La première fonction, celle informative, est fortement mobilisée par l'ensemble des sites des partis étudiés. Cela est dû au fait que l'ensemble des partis politiques observés ne renouvellent pas dans le fond leurs communications politiques sur leur environnement en ligne. Ils procèdent le plus souvent à une migration à l'environnement en ligne de l'information contenue sur d'autres supports. La valeur ajoutée au niveau de l'information et de sa circulation réside essentiellement dans les spécificités des sites Web qui permettent une diffusion rapide et extraterritoriale des informations reconstruites ou produites selon des idéologies particulières.

S'il y a manifestement une volonté de favoriser la participation par l'information des citoyens, il reste que les sites Web des partis politiques étudiés n'accordent pas une place importante à l'interactivité et à la mobilisation, deux dimensions qui représentent pourtant des éléments importants de l'expérience politique en ligne des citoyens (Breindl et Francq, 2008 : 28). Si les dispositifs permettant de concrétiser ces deux fonctions n'existent pas sur certains sites (UDC), ils ne sont tout simplement pas utilisables sur d'autres (RDPC). Ici, le grief de la déconnexion entre les institutions politiques et les citoyens n'est pas résorbé par l'environnement en ligne des partis. Or, un usage centré sur l'interactivité et la mobilisation pourrait contribuer à réduire les écarts ou les représentations sociales de la distance entre représentants et représentés. En définitive, il semblerait que les sites Web des partis politiques étudiés ne transformeraient pas radicalement les moyens par lesquels ils favoriseraient la participation politique des citoyens. Puisque les environnements en ligne ne comportent au fond que très peu d'innovation susceptible de refonder les moyens de la participation politique, il est possible d'avancer l'idée de la stabilité des méthodes et des moyens traditionnels d'émulation de la participation politique au sein des partis étudiés. Dès lors, toutes les potentialités politiques de l'outil Internet recensées par Bastien et Greffet (2009a), ne connaissent pas encore une réelle concrétisation dans le contexte politique camerounais.

Bibliographie

- Abe, Claude, 2006, « Espace public et recompositions de la pratique politique au Cameroun », *Polis/R.C.S.P./C.P.S.R.*, vol. 13, n^{os} 1-2, p. 29-56.
- Bastien, Frédéric et Fabienne Greffet, 2009a, « Les campagnes électorales à l'ère d'Internet : une comparaison des sites partisans en France et au Québec », *Hermès*, n^o 54, p. 211-219.

- Bastien, Frederic et Fabienne Greffet, 2009b, « The Impact of Context Features Over the Development of Party Websites: A Comparative Analysis of France and Canada in Election Campaign », communication présentée à l'atelier *Parliaments, Parties, and Politicians in Cyberspace*, European Consortium of Political Research, Lisbonne, 14-19 avril.
- Blumler, Jay G. et Dennis Kanavagh, 1999, « The Three Ages of Political Communication: Influences and Features », *Political Communication*, vol. 16, n° 3, p. 209-230.
- Bonhomme, Marc et Pia Stadler, 2006, « Analyse sémiolinguistique des pages d'accueil des sites politiques suisses sur Internet », *Mots. Les langages du politique*, vol. 80, n° 1, p. 11-23, consulté sur Internet (<http://mots.revues.org/484>) le 19 mai 2015.
- Braud, Philippe, 2008 [9^e éd.], *Sociologie politique*, Paris, LGDJ-Lextenso [Librairie générale de droit et de jurisprudence].
- Breindl, Yana et Pascal Francq, 2008, « Can Web 2.0 Applications Save e-Democracy? A Study of How New Internet Applications May Enhance Citizen Participation in the Political Process Online », *International Journal of Electronic Democracy*, vol. 1, n° 1, p. 14-31.
- Conway, Margaret, 2000, *Political Participation in the United States*, Washington, Congressional Quarterly inc.
- Greffet, Fabienne, 2001, « Les partis politiques français sur le Web », dans Dominique Andolfatto, Fabienne Greffet et Laurent Olivier (sous la dir. de), *Les partis politiques: quelles perspectives ?* Paris, L'Harmattan, p. 161-178.
- Gerstlé, Jacques, 1992, *La communication politique*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? ».
- Gerstlé, Jacques, 2010, *La communication politique*, Paris, Armand Colin.
- Gibson, Rachel et Stephen J. Ward, 2009, « Parties in the Digital Age. A Review Article », *Représentation*, vol. 45, n° 1, p. 87-100.
- Gulati, Girish Jeff et Christine B. Williams, 2007, « Closing the Gap, Raising the Bar: Candidate Web Site Communication in the 2006 Campaigns for Congress », *Social Science Computer Review*, vol. 25, n° 4, p. 443-465.
- Kemayou, Louis Roger, 2012, « La communication publique entre mythe et réalité au Cameroun: une gouvernance de défiance vis-à-vis des citoyens-usagers? », *Pyramides*, n° 24, p. 151-170.
- Koç-Michalska Karolina, Jean Chiche et Thierry Vedel, 2015, « Connaissances politiques et participation politique à l'ère numérique: ce que change l'Internet », *Sciences de la société*, vol. 94, p. 177-198.
- Krieg-Planque, Alice, 2013, « Un discours sur prescription: les "argumentaires" des partis politiques comme éléments de cadrage de la parole », *Argumentation et analyse du discours*, n° 10, consulté sur Internet (<http://aad.revues.org/1438>) le 21 mai 2015.
- Lupia, Arthur et Tasha Philpot, 2005, « Views from Inside the Net: How Websites Affect Young Adults' Political Interest », *Journal of Politics*, vol. 67, n° 4, p. 1122-1142.
- Martin, Gilles, 2013, « La participation politique, poumon de la démocratie! », *Idées économiques et sociales*, vol. 173, n° 3, p. 1.
- McDonald, Jason, 2008, « The Benefits of Society Online: Civic Engagement », dans Karen Mossberger, Caroline J. Tolbert et Ramona S. McNeal (sous la dir. de), *Digital Citizenship: The Internet, Society, and Participation*, Cambridge, MIT Press, p. 47-66.
- McKeown, Carol Anne et Kenneth D. Plowman, 1999, « Reaching Publics on the Web During the 1996 Presidential Campaign », *Journal of Public Relations Research*, vol. 11, n° 4, p. 321-347.

- Milner, Henry, 2002, *Civic Literacy. How Informed Citizens Make Democracy Work*, Hanover, Tufts University.
- Monnoyer-Smith, Laurence, 2011, « La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques? », *Participations*, vol. 1, n° 1, p. 156-185.
- Norris, Pippa, 2001, *Digital Divide: Civic Engagement, Information Poverty, and the Internet Worldwide*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Pasquino, Gianfranco, 1995, « Participación Política, Grupos y Movimientos » [Participation politique, groupes et mouvements], dans Gianfranco Pasquino, Stefano Bartolini, Maurizio Cotta, Leonardo Morlino et Angelo Panebianco (sous la dir. de), *Manual de Ciencia Política*, Madrid, Alianza, p. 179-212.
- Sindjoun, Luc, 1997, « Élections et politiques au Cameroun : concurrence déloyale, coalitions de stabilité hégémonique et politique d'affection », *Revue africaine de science politique*, vol. 2, n° 1, p. 89-121.
- Small, Tamara A., 2010, « La politique canadienne en 140 caractères : la vie des partis dans l'univers Twitter », *Revue parlementaire canadienne*, automne 2010, p. 41-48, consulté sur Internet (http://www.revparl.ca/33/3/33n3_10f_Small.pdf) le 2 février 2015.
- Small, Tamara A., 2008, « Equal Access, Unequal Success – Major and Minor Canadian Parties on the Net », *Party Politics*, vol. 14, n° 1, p. 51-70.
- Smith, Aaron et Lee Rainie, 2008, « The Internet and the 2008 Election », *Pew Research Center*, 15 juin, n.p., consulté sur Internet (https://www.pewresearch.org/internet/wp-content/uploads/sites/9/media/Files/Reports/2008/PIP_2008_election.pdf.pdf), le 2 février 2020.
- Stromer-Galley, Jennifer, 2008, « World Wide Web (Political Uses) », dans Lynda Lee Kaid et Christina Holtz-Bacha (sous la dir. de), *Encyclopedia of Political Communication*, vol. 2, Thousandoaks, CA, Sage publication.
- Tamokwe Piatpie, Georges Bertrand, 2013, « Les déterminants de l'accès et des usages d'internet en Afrique subsaharienne », *Réseaux*, vol. 180, n° 4, p. 95-121.
- Teorell, Jan, Mariano Torcal et José Ramón Montero, 2007, « Political Participation: Mapping the Terrain », dans Jan Van Deth, José Ramon Montero et Anders Westholm (sous la dir. de), *Citizenship and Involvement in European Democracies: A Comparative Perspective*, Londres, Routledge, p. 334-357.
- Van Deth, Jan, 2001, « Studying Political Participation: Towards a Theory of Everything? », *Joint Sessions of Workshops of the European Consortium for Political Research*, Grenoble, consulté sur Internet (<https://ecpr.eu/filestore/paperproposal/c8b57aab-51d9-4aca-b65d-4510ccfc19a3.pdf>) le 13 avril 2015.
- Vedel, Thierry, 2003, « Internet et les pratiques politiques », dans Anne-Marie Gingras (sous la dir. de), *La communication politique : états des savoirs, enjeux et perspectives*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 189-214.
- Wojcik, Stephanie, 2013, « Démocratie électronique », dans Barbier Blondiaux, Francis Chateauraynaud, Jean Michel Fourniau, Rémi Lefevre, Catherine Neveu et Denis Salles (sous la dir. de), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS [Groupement d'intérêt scientifique] Démocratie et participation, consulté sur Internet (<http://www.dicopart.fr/fr/dico/democratie-electronique>) le 16 mai 2015.
- Xenos, Michael et Moy Patricia, 2007, « Direct and Differential Effects of the Internet on Political and Civic Engagement », *Journal of Communication*, vol. 57, n° 4, p. 704-718.
- Yolisa, Mhlomi et Oluayinka Osunkunle, 2017, « Social Media and Youth Political Participation in South Africa's 2014 General Election », *Communitas*, vol. 22, n° 1, p. 149-158.